

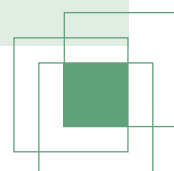
Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination



Atelier de tissage, Addis-Abeba, Ethiopie.

6.1 PROMOTION DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES : SORTIR DE L'INFORMALITE PAR LA VOIE SEXOSPECIFIQUE

■ La présente note examine comment les hommes et les femmes sont confrontés à des situations différentes dans l'économie informelle. Même si elles ne forment pas un groupe homogène, les femmes ont tendance à faire les frais d'une plus grande discrimination sur le marché du travail et sont plus exposées aux chocs et aux risques que les hommes. Elles sont confrontées aux mêmes problèmes que dans l'économie formelle : ségrégation professionnelle, écarts salariaux entre hommes et femmes, ressources affectées limitées et charge du travail non rémunéré sont reproduits dans l'économie informelle, voire souvent accentués. Des stratégies d'intégration, des questions d'égalité entre hommes et femmes dans la formulation des politiques, dans tous les domaines de l'économie informelle sont proposées, ainsi que des interventions tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes pour surmonter les désavantages enracinés.



- **Égalité entre hommes et femmes et informalité**
- **Travail non rémunéré : un obstacle majeur au travail décent**
- **Discrimination : un facteur déterminant des résultats économiques pour les femmes dans l'économie informelle**
- **Le travail des femmes dans l'économie informelle**
 - Données
 - Emploi vulnérable
 - Travail à domicile
 - Travail domestique

■ **Égalité entre hommes et femmes et informalité.** Tandis que l'économie informelle englobe tant des hommes que des femmes, un examen plus approfondi révèle qu'il existe des différences importantes entre les deux sexes. Les femmes, aussi bien dans les zones rurales que dans les villes, sont souvent reléguées dans les secteurs les plus vulnérables de l'économie informelle. Elles possèdent vraisemblablement moins d'actifs économiques¹ que les hommes et ont un accès plus restreint aux ressources productives comme les terres, la technologie, la finance, les réseaux et les informations sur les marchés. De faibles taux d'alphabétisation et des compétences restreintes, - se limitant souvent aux compétences dites féminines -, signifient que leurs activités économiques sont souvent grevées d'une saturation du marché, d'une productivité inférieure et de faibles revenus. À ces problèmes viennent s'ajouter aussi une méconnaissance des droits des travailleurs et un manque d'organisation et de représentation, faisant que les femmes dans l'économie informelle, ont souvent un pouvoir de négociation inférieur à celui des hommes. Cantonnées au secteur en « survie » de l'économie informelle, leurs entreprises sont invariablement fragiles et prédisposées à l'échec, les femmes s'efforçant continuellement de trouver un équilibre entre le besoin de gagner un revenu et leurs responsabilités ménagères.

La récente crise économique et financière mondiale a touché les femmes tout particulièrement, par exemple en accentuant leur charge de travail rémunéré et non rémunéré. Il semble que, pendant la crise, les tendances en termes de revenus et d'emploi, à savoir la diminution de la demande et des salaires du fait d'une compétition accrue, aient été plus prononcées dans les sous-secteurs faiblement rémunérés où les femmes sont fortement concentrées. En conséquence, la position socio-économique relative des travailleuses pauvres et de leur famille s'est fortement dégradée.²

Pourtant, c'est bien le travail des femmes, que ce soit le travail faiblement rémunéré dans l'économie informelle ou le travail non rémunéré à leur domicile, qui permet de garder soudées les familles et les communautés. En outre, lorsque des occasions se sont présentées aux femmes, elles les ont saisies pour devenir des acteurs économiques dynamiques participant à la relance économique de communautés entières. La littérature regorge d'éléments prouvant que les femmes peuvent jouer un rôle essentiel pour enrayer le cycle de la pauvreté d'une génération à l'autre, rôle que les hommes ont

● Même si elles ne forment pas un groupe homogène, les femmes sont confrontées à des réalités, à des contraintes et risques différents de ceux des hommes dans l'économie informelle

Que signifie l'égalité entre hommes et femmes ?

L'égalité entre hommes et femmes fait référence à la jouissance d'une égalité de droits, d'opportunités et de traitement pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons dans tous les domaines de la vie. Elle affirme que les droits, les responsabilités, le statut social et l'accès aux ressources des personnes ne doivent pas être différents selon que ces personnes sont des hommes ou des femmes. Cela ne signifie pas toutefois que les hommes et les femmes sont identiques ou doivent le devenir, ni que toutes les mesures du marché du travail doivent viser à obtenir les mêmes résultats. L'égalité entre hommes et femmes

¹ Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : UNIFEM 2005, Le progrès des femmes à travers le monde 2005: Les femmes, le travail et la pauvreté

² Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : Horn, Zoe Elena(2010) The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and the Inclusive Cities partners

implique que tous les hommes et toutes les femmes sont libres de développer leurs propres capacités et faire des choix de vie sans les contraintes définies par des stéréotypes ou par des préjugés relatifs aux rôles ou aux caractéristiques des hommes et des femmes.

Source : BIT 2007 *ABC des droits des travailleuses et de l'égalité entre hommes et femmes*. (BIT, Genève)

plus de mal à assumer. Il semble que lorsque les femmes ont réussi à augmenter leurs revenus et à avoir un contrôle accru sur les ressources, ce sont de multiples dimensions de la pauvreté qui en sont impactées: diminution de la fertilité, de la mortalité infantile et maternelle, du travail des enfants, augmentation du nombre d'enfants scolarisés, amélioration de la santé, du statut sanitaire et de l'état nutritionnel des familles, et d'une meilleure formation des ressources humaines pour le marché du travail futur.³

Ce n'est donc pas uniquement pour une question de droits que les décideurs doivent traiter le problème de discrimination et d'inégalité entre hommes et femmes dans les communautés pauvres de l'économie informelle, mais aussi une question de bon sens économique. Le travail des femmes représente un énorme potentiel productif inexploré pour les sociétés et les économies. Le défi est celui de toucher les femmes de nombreux secteurs « invisibles » et marginalisés de l'économie informelle, notamment le travail domestique, le travail à domicile, le travail non rémunéré pour des membres de la famille, le travail rémunéré précaire et le travail à son propre compte. De plus, quel que soit le type de travail productif dans lequel les femmes sont engagées, il est aussi important d'aborder les contraintes auxquelles elles sont confrontées du fait de leurs responsabilités ménagères.

Les femmes, les déficits de travail décent et l'économie informelle

Les femmes qui participent à l'économie informelle doivent faire face à des inégalités et à une marginalisation dans toutes les différentes dimensions du travail décent.

Emploi : les activités des femmes sont souvent faiblement rémunérées et de productivité inférieure ; leur accès aux compétences susceptibles de leur ouvrir des portes vers de nouvelles possibilités de revenus est limité ; lorsqu'elles sont femmes entrepreneurs et travaillent à leur propre compte, des obstacles à l'accès aux actifs de production et notamment à un financement, freinent l'essor de leurs entreprises. La ségrégation professionnelle est un problème profondément enraciné, les femmes se trouvant souvent reléguées dans des secteurs à prédominance féminine, à savoir les services, le travail domestique, le travail à domicile et dans des activités à leur propre compte, liées à leur condition de femme (par exemple, vente de nourriture, confection).

Protection sociale : Même si ce sont les femmes qui en ont le plus besoin, étant donné leur rôle de soignantes dans les sociétés, elles disposent de moyens inférieurs pour s'occuper d'elles-mêmes et de leurs familles, malgré des charges plus lourdes qui pèsent sur leurs épaules. Elles peuvent être impliquées dans des travaux dangereux dans des lieux de travail insalubres et peu sûrs. L'absence de protection maternelle dans l'économie informelle les rend physiquement vulnérables à des accouchements à risque, voire à la mortalité maternelle. Les services de crèche et de garderie sont rares dans l'économie informelle, ce qui augmente le fardeau de nombreuses femmes et restreint leurs choix en termes d'emplois et de revenus. Il semble aussi que les femmes sont encore plus exposées au VIH et au sida que les hommes.

Dialogue social : Les femmes sont rarement organisées et représentées dans l'économie informelle. Leurs voix sont souvent encore moins entendues que celles des hommes dans la communauté et les affaires de l'État. Dans certains secteurs de l'économie informelle, par exemple le travail domestique et l'emploi salarié industriel à domicile, les femmes sont très peu visibles lorsqu'elles travaillent dans des habitations privées. Cela rend leur organisation d'autant plus difficile, alors que leur isolement fragilise leur pouvoir de négociation.

3 M. Buvinic et al. (éds) : *Equality for women: Where do we stand on Millennium Development Goal 3?* (Washington, DC, Banque mondiale, 2008), pp. 5-6.

Droits : Pour diverses raisons, les femmes travaillant dans l'économie informelle peuvent se trouver dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins et de faire valoir leurs droits au travail. De plus, les différences de rémunération, selon que l'on soit un homme ou une femme dans l'économie informelle, reflètent et même accentuent ce qui se passe dans l'économie formelle, et les femmes risquent davantage de subir diverses formes de discrimination sur le marché du travail.

■ **Travail non rémunéré : un obstacle majeur au travail décent.** Le travail non rémunéré peut être défini comme l'ensemble des activités productives, en dehors du marché du travail officiel, qui sont réalisées par des personnes pour leur propre ménage. En termes analytiques, il est souvent appelé aussi « travail reproducteur » du fait que le travail est principalement effectué à domicile pour continuer à reproduire la main-d'œuvre au quotidien. Il inclut donc la cuisine, le ménage, les courses, la collecte de l'eau, le ramassage du bois de chauffage, l'assainissement, la garde d'enfants, des personnes âgées et des infirmes ainsi que le large éventail d'activités nécessaires pour l'entretien du ménage. Même si on observe des variations en fonction des différents contextes culturels, religieux et historiques d'une société donnée, quelle que soit la société, ces travaux sont réalisés principalement par les femmes. Parfois, grâce à une répartition du travail du ménage entre les hommes et les femmes, ces dernières ont la possibilité de gagner des revenus, de renforcer leurs compétences et de participer au dialogue social. En ce qui concerne les femmes travaillant dans l'économie informelle, leur capacité à trouver un travail rémunéré durable, dépend entièrement de l'étendue de leurs responsabilités familiales au quotidien. Dans les communautés pauvres, la médiocrité des infrastructures et la rareté des services ont des retombées néfastes sur tous les membres de la communauté. Mais, pour les femmes impliquées dans les activités informelles, le manque de services publics, d'assainissement, d'eau et de routes, peut alourdir leur fardeau et réduire d'autant le temps disponible pour gagner des revenus. Même si des efforts sont fournis pour rendre visible le travail non rémunéré, lui accorder de la valeur et l'inclure dans les Systèmes de comptabilité nationale, en tant que ressource économique importante, les responsables politiques tiennent rarement compte du travail non rémunéré dans la formulation des politiques, le considérant souvent comme une responsabilité privée et une ressource illimitée.

■ **Discrimination : un facteur déterminant des résultats économiques pour les femmes dans l'économie informelle.** Les inégalités s'accumulent tout au long de la vie et d'une génération à l'autre. Les attitudes socioculturelles peuvent restreindre, pour les fillettes et les jeunes femmes, le nombre d'occasions d'acquérir les capacités et les avoirs nécessaires pour échapper à la pauvreté et pour trouver un emploi décent arrivées à l'âge adulte. Divers facteurs sont mis en avant pour expliquer le nombre élevé de jeunes femmes dans l'économie informelle : décision des parents de privilégier l'éducation de leurs fils, normes sociales s'opposant à la scolarisation des filles, travail des enfants, grossesse précoce, fardeau des tâches ménagères, manque de formation dans les compétences demandées par l'économie formelle, discrimination par les employeurs au moment du recrutement et ségrégation professionnelle. Ces facteurs convergent pour restreindre les choix et les visions de nombreuses jeunes femmes qui, à leur tour, donnent naissance à une nouvelle génération incapable de sortir de la pauvreté et d'entrer sur le marché du travail formel.

● Les charges du travail non rémunéré sont aggravées dans des situations d'informalité et de pauvreté, et représentent des obstacles majeurs pour gagner un revenu décent

■ **Travail des femmes dans l'économie informelle.** Dans les pays en développement, le travail informel emploie généralement plus de femmes que d'hommes. Les estimations de l'OIT en 2002 révèlent non seulement qu'en Afrique du Nord, 43 % des travailleuses sont dans le secteur informel, mais aussi que dans les pays en développement, 60 % des femmes occupent un emploi informel non agricole. En Afrique subsaharienne, 84 % des travailleuses non agricoles occupent un emploi informel par rapport à 63 % des travailleurs non agricoles ; en Amérique latine, 58 % de femmes travaillent dans ce secteur, contre à 48 % d'hommes. En Asie, la proportion d'hommes et de femmes travaillant dans le secteur non agricole est sensiblement la même⁴. Les revenus moyens dans l'économie informelle sont inférieurs à ceux de l'économie formelle. Cependant, il est difficile d'en tirer des généralités : certains travailleurs du secteur formel peuvent être plus pauvres, par exemple les employeurs informels. Les hommes sont souvent surreprésentés dans la tranche haute des revenus et les femmes dans la tranche basse⁵.

- **Données.** Non seulement les femmes sont plus susceptibles que les hommes de se retrouver dans l'économie informelle, mais on les retrouve le plus souvent aussi, dans les secteurs les plus précaires. Les données révèlent les informations suivantes :
 - Les femmes sont souvent concentrées dans certains secteurs de l'économie informelle: elles représentent 80 % ou plus des travailleurs à domicile (employées salariées industrielles à domicile), et 30 à 90 % des vendeurs ambulants (sauf dans les sociétés qui limitent la mobilité des femmes)⁶.
 - Le lien entre le travail dans l'économie informelle et la pauvreté est plus étroit pour les femmes que pour les hommes, non seulement du fait de leur concentration dans le secteur de « survie » de l'économie informelle, mais aussi du fait des grands écarts de salaires, même à travail égal. Dans les tranches hautes des revenus de l'économie informelle, les femmes sont souvent impliquées dans des opérations à plus petite échelle avec un potentiel de croissance moindre que celles des hommes.⁷
 - Les femmes participent vraisemblablement plus que les hommes à ces activités informelles qui sont sous-estimées, par exemple: la production pour l'autoconsommation, le travail domestique rémunéré dans les ménages privés et le travail à domicile⁸.
 - Les femmes sont aussi plus présentes que les hommes dans les unités économiques à petite échelle où leurs contributions économiques sont invisibles et par conséquent non comptabilisées⁹.
- **Emploi vulnérable.** Moins une région est développée, plus il y aura de probabilités pour que les femmes soient des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale ou des travailleurs à leur compte répondant à la définition récente des «emplois vulnérables» qui sont souvent étroitement liés à l'informalité. Il est très peu probable que les travailleuses familiales collaborant à l'entreprise familiale en particulier, jouissent d'une

4 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : BIT 2002 Women and Men in the informal economy: A statistical picture.

5 Chen, M., December 2008, « Addressing Informality, Reducing Poverty » dans Jobs, Jobs, Jobs, Poverty in Focus, N°16, (Centre international de la pauvreté, Brasilia), p. 6.

6 Ibid.

7 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : Conférence internationale du Travail, 90e session 2002. Rapport VI Travail décent et économie informelle, BIT Genève

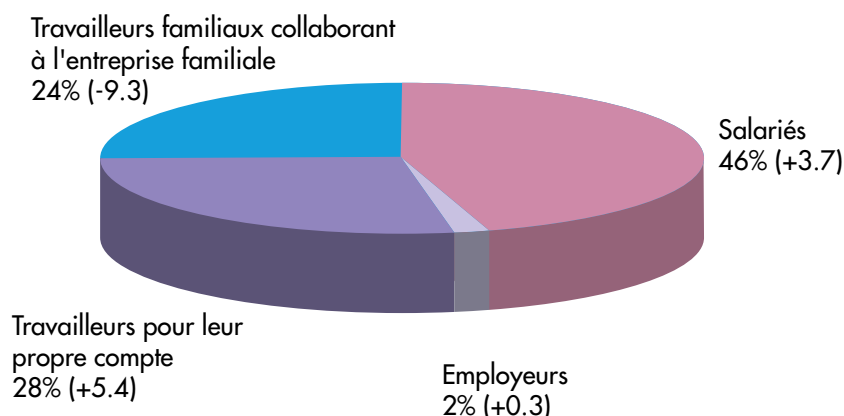
8 Ibid

9 Ibid

indépendance économique¹⁰. Comme le montre le diagramme ci-dessous, à l'échelle mondiale, la part de l'emploi vulnérable dans l'ensemble de l'emploi des femmes était de 52,7 % en 2007, alors que chez les hommes elle représentait 49,1 %. Le nombre de travailleuses à leur compte a fortement augmenté entre 1997 et 2007, ce type d'emploi représentant une source importante d'emploi pour les femmes dans l'économie informelle, même si les revenus qui en étaient tirés, étaient inférieurs à ceux d'autres activités informelles, par exemple le travail salarié informel et l'activité d'employeur¹¹. (Voir aussi la note sur la mesure de l'économie informelle)

Le nombre de travailleurs dans une situation d'emploi vulnérable en 2009 est estimé actuellement à 1,53 milliard de personnes, ce qui indique une augmentation de plus de 146 millions de personnes depuis 1999. On trouve les pourcentages d'emplois vulnérables les plus élevés en Asie du Sud (78,5 % de l'emploi total en 2009), en Afrique subsaharienne (75,8 %) et en Asie du Sud-est et dans le Pacifique (61,8 %). Dans toutes les régions (sauf dans les pays développés, l'Union européenne, l'Europe centrale et du sud-est [hors UE] et dans la Communauté des États Indépendants), le taux d'emplois vulnérables chez les femmes est supérieur à celui chez les hommes: les plus grands écarts entre hommes et femmes étant observés en Afrique du Nord (plus de 21 points d'écart), en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient (tous les deux présentant un écart supérieur à 14 points).¹²

Répartition de la situation d'emploi des femmes, 2007 (entre parenthèses: évolution des points de pourcentage depuis 1997)



Source: BIT: Tendances mondiales de l'emploi des femmes. Mars 2009 (Genève, 2009), figure 4, p.12

10 La classification internationale, d'après la situation dans la profession, définit quatre situations : (1) les travailleurs salariés, (2) les employeurs, (3) les travailleurs à leur compte et (4) les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale. L'emploi vulnérable fait référence aux personnes qui sont employées dans des circonstances relativement précaires tel qu'indiqué par leur situation dans la profession. Étant donné que les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale et que les travailleurs à leur compte sont moins susceptibles de disposer de régimes de travail formels, d'un accès aux avantages ou aux programmes de protection sociale et qu'ils sont plus vulnérables en ce qui concerne les cycles économiques, ces situations sont dites « vulnérables ». Le taux des emplois vulnérables est alors le résultat de la somme des travailleurs à leur compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale exprimée en pourcentage de l'emploi total. L'indicateur est fortement sensible au sexe, vu que le travail familial collaborant à l'entreprise familiale, est une situation à dominante féminine. Voir aussi BIT : Indicateurs clés du marché du travail, 5e édition (Genève, 2007), chapitre 1.

11 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : BIT 2009 *Rapport VI sur l'égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent*.

12 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : BIT : Tendances mondiales de l'emploi, 2011 : Le défi d'une reprise de l'emploi

● Le travail à domicile et le travail domestique sont des occupations principalement féminines, caractérisées par des conditions de travail médiocres, par l'isolement et par une forte dépendance vis-à-vis des employeurs et entrepreneurs

- **Travail à domicile.** Le travail à domicile est souvent une stratégie de survie dans l'économie informelle. Les femmes sont souvent surreprésentées dans ce secteur, en particulier en tant qu'employées salariées industrielles à domicile qui doivent absorber tous les coûts de production non salariaux, tirant très peu parti de la valeur ajoutée. Dans certains cas, il est difficile de savoir si le travailleur à domicile est un travailleur dépendant ou un travailleur indépendant à son compte. (Voir la note sur la relation de travail) Le travail à domicile se situe au bas de l'échelle des chaînes mondiales d'approvisionnement, la présence de plusieurs intermédiaires compliquant la définition claire des relations de travail et des responsabilités. Le travail à domicile est souvent caractérisé par de longues journées de travail, une rémunération médiocre, une protection sociale minime, des risques liés à la sécurité et à la santé au travail, une forte dépendance vis-à-vis de l'entrepreneur et par un très grand isolement compromettant l'efficacité de l'organisation ou de la négociation. La vérification du respect de la réglementation par des inspections du travail est considérablement entravée par le fait que le travail a lieu dans un lieu privé. (Voir aussi les notes sur le travail à domicile et la relation de travail)
- **Travail domestique.** Le travail domestique en tant que secteur de services, continue à augmenter à l'échelle mondiale, alimenté par des facteurs d'offre et de demande. Côté demande, les changements démographiques, notamment le vieillissement de la population, le déclin des services sociaux, l'augmentation de la participation des femmes dans la main-d'œuvre en zones urbaines et dans les pays développés, font augmenter le besoin de travail domestique. Côté offre, la pauvreté rurale et la discrimination fondée sur le sexe dans le marché du travail assurent une source continue de travailleurs dans le secteur, surtout des femmes. Tout comme pour le travail à domicile, il est difficile de réguler et de surveiller le travail domestique rémunéré. Dans certains cas, il est intégré dans des structures socioculturelles qui font que les employeurs ont du mal à se considérer comme tels. L'isolement et la vulnérabilité des travailleurs domestiques sont rendus encore plus complexes par la non-visibilité de ces travailleurs dans les habitations privées et par leur forte dépendance vis-à-vis du bon vouloir de leurs employeurs. De plus, des questions de sexe, classe, origine ethnique et caste viennent affaiblir le pouvoir de négociation des travailleurs domestiques. Lorsque le travail domestique est le résultat de la migration, le statut d'immigré en situation irrégulière peut aggraver la vulnérabilité. (Voir aussi les notes sur les travailleurs domestiques et les travailleurs migrants).



Cueillette du coton, Ouzbékistan.

- Application d'une optique d'égalité entre hommes et femmes lors de la formulation des politiques
- Mesures en faveur de l'égalité entre hommes et femmes
 - Renforcement des capacités et éducation des filles
 - Régularisation du travail domestique
 - Amélioration de l'accès aux ressources
 - Renforcement de l'organisation des femmes dans l'économie informelle
 - Rendre plus visibles les rôles non rémunérés et leur donner de la valeur
- Intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes dans la formulation des politiques relatives à l'informalité
 - Extension de la protection sociale
 - Démocratisation des procédures budgétaires nationales
 - Stratégies de croissance en faveur des pauvres
 - Équilibre entre le travail reproducteur et le travail productif
- Travail de l'OIT sur l'égalité entre hommes et femmes

● Il est nécessaire de suivre des approches d'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes et en faveur de l'égalité entre hommes et femmes dans toutes les formulations de politiques de l'économie informelle

■ **Application d'une optique d'égalité entre hommes et femmes lors de la formulation des politiques.** De même qu'il faut suivre une approche globale, intégrée et progressive lors de la transition vers la formalité, le traitement de l'inégalité entre femmes et hommes dans l'économie informelle exige de prendre des mesures dans tous les domaines politiques couverts par le présent Guide de ressources sur les politiques. Le mécanisme de politique et de diagnostic qui structure cette ressource, identifie sept domaines politiques (comme abordé dans la note sur les questions conceptuelles clés), et les ouvertures proposées aux femmes pour sortir de l'informalité, nécessiteront un panachage de mesures politiques. Des mesures doivent être prises en faveur de l'égalité entre hommes et femmes dans chacun des sept domaines politiques (dimension horizontale), mais aussi dans l'ensemble des domaines politiques (intégration verticale) pour en assurer la cohérence et l'impact le plus large possible. Il est aussi indispensable que les solutions ciblant l'autonomisation des femmes dans ces politiques, soient clairement et simplement exprimées, de manière à les rendre accessibles aux non-spécialistes des questions d'égalité entre hommes et femmes qui seront responsables, à terme, de les mettre en œuvre.

Toute élaboration de politiques doit considérer une optique d'égalité entre hommes et femmes afin de comprendre et tenir compte les différentes expériences et activités des hommes et des femmes dans l'économie informelle, ainsi que leurs différents choix et leurs différentes contraintes. Le fait d'anticiper les divers impacts des politiques, tant sur les hommes que sur les femmes, et de favoriser des stratégies qui sont plus susceptibles de parvenir à des résultats équitables, contribuera grandement à favoriser la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Lors de la discussion à l'occasion de la Conférence internationale du Travail 2009 sur l'égalité entre hommes et femmes au cœur du travail décent, les consti-

tuants de l'OIT ont adopté une approche d'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes et en faveur de l'égalité entre hommes et femmes pour un travail décent. L'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes signifie que toutes les interventions doivent tenir compte des situations différentes des hommes et des femmes. Les mesures en faveur de l'égalité entre hommes et femmes sont souvent nécessaires pour surmonter les désavantages enracinés de l'un ou l'autre sexe. Les deux approches sont entièrement complémentaires. Le risque de vouloir suivre une approche « soit l'un, soit l'autre » est que l'intégration à elle seule ne puisse pas traiter une vulnérabilité donnée, alors que l'approche en faveur de l'égalité entre hommes et femmes à elle seule, entraîne une marginalisation en dehors des principaux budgets et des principales politiques. Pour illustrer ce que cela peut signifier dans la pratique, une politique relative à la valorisation des entreprises devra tenir compte de la situation tant des hommes que des femmes, et comprendre les contraintes structurelles auxquelles sont confrontées les femmes, notamment leur accès plus limité aux ressources et les contraintes imposées par leurs tâches non rémunérées. Il faudrait consacrer des ressources aux entreprises appartenant non seulement à des hommes, mais aussi à des femmes (intégration) et le cas échéant, des programmes spécifiques ciblés pourraient être mis en place pour faciliter l'entrepreneuriat des femmes (mesure en faveur de l'égalité entre hommes et femmes). Ces derniers permettraient aux femmes de faire la transition depuis des activités marginales vers des entreprises axées sur la croissance.

■ **Mesures en faveur de l'égalité entre hommes et femmes.** Le programme WEDGE (Women's Entrepreneurship Development and Gender Equality ou Programme pour le développement de l'entrepreneuriat féminin et l'égalité hommes-femmes) de l'OIT est une très bonne illustration de mesure spécifique en faveur de l'égalité entre hommes et femmes qui vise à surmonter le désavantage d'un sexe donné. Des programmes tels que le programme WEDGE reconnaissent les contraintes des femmes micro-entrepreneurs, y compris les obstacles pour l'accès à la propriété, aux revenus, aux crédits, aux compétences, à la technologie, aux informations, aux réseaux et aux marchés. Le programme WEDGE est opérationnel dans différentes régions du monde, mais principalement en Afrique, où plusieurs milliers de femmes ont suivi des formations et un renforcement des capacités pour faire prospérer leurs entreprises. Ce programme a mis au point une série d'outils et de ressources pour aider les femmes entrepreneurs à différents niveaux, depuis le niveau d'entrepreneur individuel jusqu'à la constitution de réseaux et jusqu'au renforcement des capacités des ministères correspondants, en vue d'encourager l'entrepreneuriat des femmes. (Voir la note sur les entreprises informelles).

Voici aussi quelques exemples de mesures en faveur de l'égalité entre hommes et femmes dans l'économie informelle. Des exemples d'intégration seront abordés par la suite.

● **Renforcement des compétences et éducation des filles.** Des débats d'orientation au niveau international et des engagements nationaux dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement ont adopté l'éducation des filles comme un moyen essentiel d'enrayer le cycle de la pauvreté. L'éducation peut aussi ouvrir des horizons, ce qui aidera les filles à entrer sur le marché du travail formel lorsqu'elles auront atteint l'âge adulte. De nombreux pays, dont le Bangladesh, ont proposé des incitations aux parents, allant depuis des produits alimentaires jusqu'à des transferts monétaires et des bourses pour s'assurer que les filles poursuivent leur scolarité. Étant donné que le travail des enfants reproduit l'économie informelle d'une génération à l'autre, et qu'il semblerait au contraire que les filles ayant suivi une scolarisation soient en mesure de sortir de la pauvreté, ces efforts devraient

● Avec les soutiens adéquats visant à encourager la formalité, l'entrepreneuriat peut être une source importante de création d'emploi et être un moyen d'augmenter leurs revenus pour les femmes pauvres

● Il est démontré que l'éducation des filles est l'une des manières les plus importantes d'enrayer le cycle de la pauvreté et elle est susceptible d'avoir des impacts sensibles sur leur accès à des emplois formel à long terme

avoir à long terme un impact important sur l'informalité, du moins en ce qui concerne ses secteurs les plus marginalisés¹³.

● L'adoption de normes internationales et l'investissement d'efforts à l'échelle nationale permettent au travail domestique, secteur très large et à prédominance féminine, de sortir de l'informalité.

● **Régularisation du travail domestique.** Des efforts sont fournis dans de nombreux pays pour inscrire le travail domestique, - secteur tristement célèbre pour ses conditions de travail médiocre et pour une réglementation limitée, dans le cadre acceptable de la loi. Les progrès réalisés dans différents pays seront catalysés par les nouvelles normes internationales sur le travail domestique adoptées par l'OIT (voir la note sur le travail domestique). Même s'il est capital de modifier ou de faire appliquer les cadres juridiques, la sortie de ce secteur vaste et non protégé de l'informalité, exigera l'application de mesures à différents niveaux. D'autres stratégies adoptées par les partenaires sociaux de l'OIT incluent l'organisation et la mobilisation du secteur ainsi que l'engagement de sa participation dans des mécanismes de dialogue social élargis. Des stratégies innovantes incluent les efforts réalisés par l'Inde pour mener la certification des compétences des travailleurs domestiques, leur donnant par là-même non seulement une reconnaissance formelle de leurs compétences, mais facilitant aussi leur orientation professionnelle vers des secteurs de services mieux rémunérés.

● L'élimination de la discrimination dans l'accès aux ressources productives peut ouvrir la voie vers de nouvelles possibilités de revenus pour les femmes

● **Amélioration de l'accès aux ressources.** La discrimination dans l'accès aux ressources productives est un obstacle aux activités économiques pour bon nombre de femmes et, inversement, la facilitation de l'accès peut sensiblement augmenter leurs revenus et leur productivité. Par exemple, des projections faites sur le Burkina Faso, sur le Cameroun et sur le Kenya, ont montré qu'une répartition plus équitable des moyens de production et des revenus des exploitations entre hommes et femmes, augmenterait le rendement de près de 20 % par rapport aux résultats actuels.¹⁴ Une augmentation de la productivité des femmes par une amélioration des conditions des agricultrices pourrait sensiblement augmenter la production d'aliments en Afrique subsaharienne, et en même temps réduire le degré d'insécurité alimentaire dans la région. Si les résultats prévus dans les pays cités ci-dessus devaient se concrétiser dans d'autres régions de l'Afrique subsaharienne, le simple fait de relever la productivité des femmes au même niveau que celle des hommes, pourrait augmenter la production totale de 10 à 15 %¹⁵.

La microfinance est souvent citée comme exemple de ressource ayant ouvert la voie vers de nouvelles possibilités de revenus pour les femmes dans le monde entier. Parmi les leçons tirées de ces dernières décennies, on peut citer l'importance de s'assurer que les femmes, plutôt que d'autres membres de la famille, gardent le contrôle des finances. À la fin 2006, plus de 79 millions de femmes parmi les plus pauvres du monde avaient bénéficié de microcrédits,¹⁶ ce qui a permis à certaines d'entre elles de monter leur propre entreprise et de rembourser leur prêt. Des études signalent également un certain nombre de retombées positives, liées notamment au fait que les revenus générés par ces femmes sont consacrés à l'éducation des enfants et permettent d'adopter des modes de vie plus sains, notamment sur le plan alimentaire, davantage

13 Une étude estime que si les pays d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord avaient eu le même écart entre hommes et femmes (en ce qui concerne le nombre moyen d'années de scolarisation) que l'Asie de l'Est en 1960, et avaient resserré l'écart comme l'a fait l'Asie de l'Est de 1960 à 1962, leur revenu par habitant aurait augmenté de 0,5 à 0,9 % par an, chiffres qui sont bien supérieurs aux chiffres de croissance actuels. Une autre étude estime que même dans les pays aux revenus moyens et élevés ayant des niveaux d'éducation initialement plus élevés, une augmentation d'un pour cent du pourcentage de femmes ayant suivi un enseignement secondaire, est associé à une augmentation du revenu par habitant de 0,3 %. Les deux études tiennent compte d'autres variables que l'on retrouve communément dans la littérature sur la croissance. Source: BIT 2009 Guidelines on gender in employment, BIT, Genève. Exemple original tiré de la Banque mondiale, 2001, Engendering Development Through Gender Equality in Rights, Resources and Voice, Oxford University Press, Oxford.

14 BIT 2009, Guidelines on gender in employment policies Op.cit. Exemple original tiré de la Banque mondiale, 2001, Engendering Development Through Gender Equality in Rights, Resources and Voice, Oxford University Press, Oxford

15 BIT 2009, Guidelines on gender in employment policies op.cit La recherche originale est tirée de Bladen, M. Canagarajah, S. Klasen, S., Lawson, D. Gender and Growth in Sub Saharan Africa. Étude de l'Université des Nations Unies-Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement 2006/37, p. 13

16 Daly-Harris, S., 2007. Microfinance Summit Campaign Report (BIT, Genève).

que les autres ménages. Les filles des emprunteuses tirent aussi d'importants avantages de cette formule, puisqu'elles ont des taux de scolarisation à plein temps plus élevés et des taux d'abandon scolaire plus faibles. (Voir la note sur la microfinance). Encore une fois, même s'il est capital de modifier les cadres juridiques pour permettre aux femmes de posséder et d'avoir accès aux avoirs et aux ressources, c'est grâce à une stratégie intégrée que l'on obtiendra les meilleurs résultats. Par exemple, le renforcement des compétences est souvent le moyen le plus efficace, lorsqu'il s'accompagne d'un accès aux informations financières, et aux informations sur les marchés. Les modifications de même ordre apportées aux lois relatives à la propriété foncière en faveur des femmes, ont un meilleur impact lorsque sont mis en place des soutiens à la production comme l'accès à la technologie et aux financements.

- **Renforcement de l'organisation des femmes au sein de l'économie informelle.**

Dans le monde entier, les partenaires sociaux redoublent d'efforts pour toucher la grande majorité des travailleurs et entrepreneurs de l'économie informelle. Les femmes sont encore peu représentées dans les institutions liées au dialogue social et ce manque de représentation est l'un des principaux obstacles à l'accès des femmes à un vaste éventail de services et à la pleine jouissance de leurs droits au travail. Dans certains pays, les femmes des secteurs les plus marginalisés comme le travail domestique, le travail à domicile et le travail à son propre compte, ont réussi à s'organiser, non seulement au niveau local, mais aussi au niveau national, voire au-delà. À titre d'exemples parmi les plus remarquables, on peut citer SEWA, les alliances de travailleurs domestiques et Homenet qui ont attiré l'attention internationale sur leurs conditions de travail et leurs besoins professionnels. Dans certains cas, les femmes ont créé leurs propres associations, dans d'autres, elles ont rejoint les syndicats ou coopératives pour renforcer leur voix et leur pouvoir de négociation. (Voir les notes dans la section relative à l'organisation, à la représentation et au dialogue social).

- **Rendre plus visibles les rôles non rémunérés et leur donner de la valeur.**

Le travail non rémunéré effectué par les femmes chez elles, est souvent considéré par les responsables politiques comme une ressource gratuite et illimitée, mais le coût en est élevé pour les femmes qui perdent des possibilités de dégager des revenus plus élevés, de renforcer leurs capacités, mais aussi de participer au dialogue social et à faire entendre leur voix. Les pays redoublent d'efforts pour recueillir des informations sur le travail non rémunéré, par des enquêtes sur l'emploi du temps. Des enquêtes réalisées au sein des ménages pourraient aussi être utilisées pour dépasser le modèle traditionnel du ménage dont le chef de famille est un homme, et s'intéresser à d'autres types de ménages, décisions et répartitions du travail entre hommes et femmes. ¹⁷Ces outils permettent de recueillir des données sur le travail non rémunéré, lui accorder de la valeur et l'inclure dans les Systèmes de comptabilité nationale. Par exemple, la Corée du Sud a utilisé trois méthodes d'évaluation pour mesurer le travail accompli par les femmes au foyer. D'après les calculs fondés sur les résultats obtenus, le travail non rémunéré accompli par les femmes, représenterait entre 13 et 23 % du PIB en 1999. Des recommandations inspirées de ces résultats ont été établies, notamment : assurance pour les femmes au foyer, services de garde d'enfants, y compris après l'école, et partage des biens du ménage en cas de divorce¹⁸.

- **Intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes dans la formulation des politiques relatives à l'informalité.**

Les exemples ci-dessus illustrent les efforts accomplis en faveur de l'égalité entre hommes et femmes pour surmonter les désavantages enracinés de l'un ou l'autre sexe. Les mesures en faveur de l'égalité entre hommes et femmes devraient cependant s'accompagner d'une intégration du soutien dans la formulation des politiques.

17 BIT: Social Care Needs and Service Provisions in Arab States: Bringing Care Work into Focus in Lebanon, Note de synthèse 1, Beyrouth, 2008.

18 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : Nations Unies, Integrating Unpaid Work into National Policies.

Voici quelques exemples qui peuvent soutenir l'intégration dans les différents domaines politiques.

- **Extension de la protection sociale.** Il est particulièrement important de surmonter les écarts en matière de protection sociale, étant donné les responsabilités professionnelles et familiales des femmes et leur vulnérabilité accrue face aux chocs et aux risques en matière de revenus. Des recherches menées par le BIT ont évalué diverses stratégies pour étendre les prestations de sécurité sociale aux personnes non couvertes par un régime existant. Dans le cadre de ces recherches, le BIT s'est intéressé de près à « une extension progressive des régimes de sécurité sociale, l'introduction de dispositions particulières pour les travailleurs de l'économie informelle, l'offre de régimes sociaux non contributifs de pension, l'élaboration de programmes combinant des transferts monétaires à un accès à l'éducation, à la santé ainsi qu'à des programmes de garantie de l'emploi ». ¹⁹ D'après une analyse récente et des éléments de preuve sur des questions de protection sociale en Afrique, en Asie et en Amérique latine, l'instauration de prestations de sécurité sociale universelle de base, est au cœur de la campagne mondiale de l'OIT visant à l'extension de la sécurité sociale à tous. ²⁰ Il est capital d'étendre la protection sociale aux groupes vulnérables ; des résultats positifs et intéressants ont été observés dans plusieurs pays ayant ciblé tout particulièrement les femmes. On a observé dans de nombreux pays des progrès importants dans le statut sanitaire, le niveau d'éducation et l'état nutritionnel des familles. (Voir la note sur la sécurité sociale). En Côte d'Ivoire et au Ghana par exemple, des recherches ont révélé que lorsque les revenus des femmes augmentaient, ces dernières consacraient ce surplus d'argent à l'achat de nourriture pour la famille, tandis qu'une augmentation des revenus des hommes n'avait pas une grande incidence ²¹. En Afrique du Sud, une étude menée sur les pensions de retraite, a révélé que lorsque les bénéficiaires étaient les grands-mères, l'état nutritionnel des petits-enfants marquait une amélioration, ce qui n'était pas le cas si les bénéficiaires en étaient les grands-pères ²². Au Brésil aussi, la santé des enfants a été améliorée lorsque l'augmentation des revenus des ménages était gérée par les femmes ²³.

On observe de plus en plus de signes d'un impact important de l'intégration des questions relatives à l'égalité entre hommes et femmes dans les mécanismes et les outils de sécurité sociale sur la réduction de la pauvreté. ²⁴ En effet, même lorsque l'extension de la sécurité sociale peut considérablement améliorer le bien-être des populations pauvres et lutter contre l'exclusion sociale, ce sont souvent les femmes et leurs familles qui en tirent le meilleur profit. Certains pays qui ont testé l'offre de transferts monétaires ciblant les femmes en particulier, ont obtenu des résultats remarquables. Par exemple, le programme Bolsa Familia constitue un élément essentiel des efforts de lutte contre la pauvreté du Brésil ; il cible tout particulièrement les femmes des communautés pauvres et rurales, visant à augmenter les revenus des ménages.

- **Démocratisation des procédures budgétaires nationales.** La budgétisation respectueuse de l'équité entre les hommes et les femmes est un outil qui peut transformer les procédures budgétaires traditionnelles en analysant leur impact sur l'égalité entre hommes et femmes. Expérimentée pour la première fois dans les années 1980, cette approche a incité d'autres acteurs à

19 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : Chant, S. Pedwell, C. 2008. Femmes, égalité entre hommes et femmes et économie informelle. Évaluation des recherches menées par l'OIT et propositions concernant la marche à suivre.

20 Ibid

21 BIT 2009 Guidelines on gender in employment policies. Op.cit , BIT, Genève. Exemple original tiré de l'UNICEF, The State of the World's Children 2006, New York

22 Ibid. Exemple original tiré de la Banque mondiale 2006 Rapport sur le développement dans le monde 2006, New York, 2005

23 Ibid.

24 Destremau, Blandine, 2007, "Gender and Rights in the Informal Economies of Arab States", présentation préparée pour l'atelier sur l'économie à Tunis, avril 2007, organisée par le Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, BIT; Destremau, Blandine avec Abi Ya ghi, Marie-Noëlle, 2007 (version préliminaire), Document de discussion régional, Région arabe, BIT, Genève ; BIT, L'économie informelle, Conseil d'administration, 298e session, mars 2007, Genève, GB.298/ESP/4.

en explorer les avantages, notamment dans les pays du Commonwealth.²⁵ Plus de 40 pays utilisent des procédés relevant de cette approche dans divers secteurs de leur économie.²⁶ Elle peut être utilisée par exemple, pour examiner les liens qui existent entre le travail rémunéré et le travail non rémunéré, ou examiner quelles sont les dépenses consacrées au développement des infrastructures qui permettent de soulager les fardeaux du travail à domicile pour un sexe donné. Lorsque cette approche est appliquée à des politiques et à l'affectation de ressources en faveur de l'économie informelle, elle peut contribuer à faire la lumière sur la différence des impacts sur les deux sexes. La budgétisation respectueuse de l'équité entre les hommes et les femmes peut représenter un moyen important d'intégrer les questions d'égalité entre hommes et femmes dans l'élaboration de politiques macro-économiques et les dépenses publiques. Des efforts pionniers sont consacrés dans plusieurs pays à la budgétisation respectueuse de l'équité entre les hommes et les femmes. Le Maroc, par exemple, déploie depuis 2006, des efforts pour évaluer l'impact des budgets nationaux sur l'égalité entre hommes et femmes. Dans le cadre d'une approche intégrée, les ministères des Finances, de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture et du Développement rural, doivent rendre compte des résultats obtenus dans la réalisation des objectifs relatifs à l'égalité entre hommes et femmes²⁷.

Le Maroc est en train d'évaluer l'impact de ses budgets nationaux sur l'égalité entre hommes et femmes.

- **Stratégies de croissance en faveur des pauvres.** La note sur les Modèles de croissance économique et l'informalité a souligné l'importance critique de placer l'emploi au cœur des politiques économiques et sociales. Elle considère l'emploi comme un lien entre la croissance et la réduction de la pauvreté et une dimension essentielle pour rendre l'environnement favorable à la formalisation. Dans ce cadre, il devient de plus en plus évident que les stratégies d'emploi doivent être sensibles aux questions d'égalité entre hommes et femmes. En effet, les leçons tirées de nombreux nouveaux pays industriels, montrent que l'une des voies possibles vers la création d'emplois formels (fabrication dans les secteurs de l'exportation), est très dépendante du travail des femmes. Par exemple, de nombreux pays d'Asie de l'Est ont réussi à s'implanter sur le marché mondial en s'appuyant sur la main-d'œuvre féminine des secteurs travaillant pour l'exportation. Cette main-d'œuvre est en grande partie responsable de leurs forts taux de croissance.²⁸

La croissance favorable aux pauvres n'est pas possible à moins de déployer des efforts visant à renforcer les capacités des femmes afin qu'elles puissent participer à la croissance économique et en tirer profit. Des études de cas tirées de la recherche *Operationalizing Pro Poor Growth* de la Banque mondiale, ont montré par exemple qu'en l'Inde²⁹, les états qui avaient massivement investi dans l'éducation, ont réussi à resserrer l'écart entre hommes et femmes, ce qui a entraîné une plus grande élasticité de la pauvreté. Ces coûts de l'éducation à court terme étaient remboursés en termes de réduction de la pauvreté. Les stratégies de renforcement des capacités et de croissance favorable aux pauvres, peuvent être intégrées dans les procédures de formalisation. Les études de cas de divers pays aux niveaux de revenus différents, montrent que la réduction des écarts dans l'éducation et l'emploi en faveur des femmes, se traduit par des taux plus élevés de croissance favorable aux pauvres. Les facteurs clés sont l'éducation et le renforcement des capacités pour les filles et les femmes, ainsi qu'un accès accru aux ressources productives. Les impacts sont visibles en termes de réduction de la fertilité, d'emplois tournés vers l'exportation et d'accès à l'emploi formel pour les femmes.³⁰

- Des recherches sur la croissance favorable aux pauvres réalisées en Inde ont montré que les états qui avaient massivement investi dans l'éducation ont réussi à resserrer l'écart entre hommes et femmes, ce qui a entraîné une plus grande élasticité de la pauvreté

25 Voir BIT: Overview of gender-responsive budget initiatives, document d'information de GENDER, Genève, p. 6 ; et Commonwealth Secretariat, 2005, Gender-responsive Budgeting in the Commonwealth: Progress and Challenges.

26 H. Hofbauer Balmori, Gender and budgets: Overview report (Brighton, University of Sussex, BRIDGE development-gender, 2003), p. 47.

27 Pour en savoir plus, consulter la section Ressources pour un accès au document : Youtube – Gender Responsive budgeting, Maroc, UNIFEM.

28 BIT 2009 Guidelines on gender in employment. Op.cit L'exemple d'origine est tiré de Klasen, S. Pro Poor growth and gender: What can we learn from the literature and the OPPG Case Studies? Discussion paper to the OPPG Working Group of AFD, DFID, BMZ and the World Bank

29 Ibid.

30 Ibid.

- **Équilibre entre le travail reproducteur et le travail productif.** Les stratégies visant à une l'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines politiques, devront lever l'un des plus gros obstacles au travail décent pour les femmes : le travail non rémunéré. Par exemple, une politique de renforcement des capacités et de développement des ressources humaines devra mettre en place des stratégies et des objectifs visant à ce que les femmes aient accès à la formation, malgré leurs responsabilités familiales. Cela sera possible par le biais de la prestation de services de garde d'enfants, de subventions à la formation, d'allocations de transport, d'horaires souples, etc. Plusieurs pays impliqués dans la formation communautaire (CBT Tree) ont créé des unités de formation mobiles et mis en place des horaires souples pour tenir compte des charges de travail rémunéré et non rémunéré des femmes dans les communautés pauvres et rurales (Voir la note sur les Compétences et l'employabilité). De même, un programme de garantie de l'emploi devra prendre des mesures semblables pour veiller à ce que les femmes puissent y participer à égalité avec les hommes. Par exemple, le programme national de garantie de l'emploi rural de l'Inde, a ciblé explicitement les femmes tout comme les hommes, et a proposé des mécanismes de garde d'enfants, d'allocations de transport et autres aides nécessaires pour faciliter la participation des femmes.

Les gouvernements et les entreprises ont un rôle important à jouer pour alléger quelques-unes des charges du travail non rémunéré par la prestation de services de garde d'enfants, garantir une certaine flexibilité pour les parents qui travaillent et la priorisation du développement des infrastructures pour alléger les responsabilités ménagères des femmes. À long terme, une répartition du travail plus équitable entre hommes et femmes dans un ménage permettra aux femmes de mieux équilibrer les demandes du travail rémunéré et non rémunéré.

L'Inde intègre des mécanismes de garde d'enfants, d'horaires flexibles, d'allocations de transport et autres soutiens pour encourager les femmes dans son Programme national d'emploi rural.

- **Travail de l'OIT sur l'égalité entre hommes et femmes.** Cela fait longtemps que l'OIT a reconnu l'importance de l'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail et qu'elle s'est engagée à soutenir les résultats équitables via les quatre piliers du travail décent. La résolution de la Conférence internationale du Travail de 2009 relative à l'égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent, a fermement soutenu une stratégie immédiate et à long terme pour surmonter l'inégalité enracinée dans le monde du travail. Les partenaires tripartites de l'OIT ont appuyé haut et fort l'égalité entre hommes et femmes, pas uniquement en termes de droits, mais aussi en raison de ses avantages économiques majeurs. Le fait de soutenir l'évolution de plusieurs millions d'hommes et de femmes de l'économie informelle dans leur transition vers la formalité et le travail décent, est une part essentielle de cette stratégie.

La coopération technique de l'OIT continue à refléter l'importance de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes pour les personnes travaillant dans l'économie informelle. Par exemple, le programme sur les femmes, la pauvreté et l'emploi (GPE) a été mis en œuvre depuis plusieurs années dans plusieurs pays d'Amérique latine. Il fonctionne avec des commissions nationales pour l'égalité des chances et avec les ministères du Travail et de la Sécurité sociale, en vue de renforcer leurs capacités en matière d'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes, en particulier dans les politiques relatives à l'emploi. Les commissions tripartites créées pour former un cadre institutionnel, continuent de fonctionner en tant que réseaux actifs et énergiques traitant de l'égalité entre hommes et femmes. De même, une initiative régionale sur l'égalité entre hommes et femmes et les droits des travailleurs dans les économies informelles des États arabes a été très efficace. Les droits du travail et autres normes relatives aux droits de l'homme permettent d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs de l'économie informelle ainsi que les causes économiques, culturelles, politiques et sociales de l'informalité. Trois stratégies principales sont suivies : extension de la protection sociale, moyen essentiel pour inverser l'informalité; représentation et expression des travailleurs pour faire valoir leurs droits à travers l'organisation et production de statistiques ventilées par sexe pour influencer sur les politiques.



Femme coupant du foin pour le bétail, Indonésie.

RESSOURCES

La présente section propose une liste de ressources permettant au lecteur d'approfondir la question. Des informations détaillées sur les bonnes pratiques présentées ci-dessus y sont accessibles. Elle comprend des documents internationaux, des conclusions de la Conférence internationale du Travail, des publications utiles et des outils de formation. Une bibliographie de références dans le texte est présentée à la suite. Il se peut que les informations de ces deux parties fassent double emploi.

Instruments de l'OIT et de l'ONU et conclusions de la Conférence internationale du travail

(Nota : la plupart des conventions et recommandations de l'OIT sont pertinentes pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ; seules les principales sont citées ici)

Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (N° 100)

Convention concernant la discrimination (Emploi et profession), 1958 (N° 111)

Convention sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 (N° 156)

Convention sur la protection de la maternité, 2000 (N° 183)

Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (N° 87)

Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (N° 98)

Convention sur le travail à domicile (N° 177)

<http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12000:0::NO::>

Recommandation (N° 198) sur la relation de travail, 2006

<http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12010:0::NO::>

BIT 2002 *Résolution et conclusions concernant le travail décent et l'économie informelle*, Conférence internationale du Travail, 90e session 2002

<http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/pr-25res.pdf>

BIT 2008 *Résolution et conclusions concernant la promotion de l'emploi rural pour la réduction de la pauvreté* Conférence internationale du Travail, 97e session Genève 2008

http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/97thSession/pr/WCMS_094068/lang--en/index.htm

BIT 2008 *Résolution et conclusions concernant l'amélioration des aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement International* Conférence internationale du Travail, 97e session Genève 2008

http://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_103457/lang--en/index.htm

BIT 2009 *Résolution et conclusions concernant l'égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent* Conférence internationale du Travail, 98e session Genève 2009

http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/98thSession/pr/WCMS_108259/lang--en/index.htm

Publications pertinentes

Chant, S. Pedwell, C. 2008 *Femmes, égalité entre hommes et femmes et économie informelle: évaluation des recherches menées par l'OIT et propositions concernant la marche à suivre*.

Document de travail (BIT Genève) http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_091228.pdf

Horn, Zoe Elena (2010) « The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and the Inclusive Cities partners », *Gender & Development*, 18: 2, 263 — 276

<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13552074.2010.491339>

Conférence internationale du Travail, 90e session 2002. Rapport VI Travail décent et économie informelle, BIT Genève

<http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/rep-vi.pdf>

Conférence internationale du Travail, 98e session 2009 Rapport VI Égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent, Genève BIT
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_105119.pdf

BIT 2002 Women and Men in the informal economy: A statistical picture (BIT, Genève)
<http://www.ilo.org/dyn/infoecon/docs/441/F596332090/women%20and%20men%20stat%20picture.pdf>

BIT 2007 Rolling back informality Asian Employment Forum: Growth, Employment and Decent Work Document de travail Pékin , République populaire de Chine 13-15 août 2007
<http://www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/asiaforum/download/report.pdf>

BIT 2007 The Informal Economy: Enabling Transition to Formality, background paper for the Tripartite Interregional symposium on the Informal Economy, Genève 27-29 novembre 2007 (BIT, Genève)
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/publication/wcms_110324.pdf

BIT 2009 The informal economy in Africa: Promoting Transition to formality: Challenges and Strategies (BIT, Genève)
http://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_127814/lang--en/index.htm

BIT 2011, Tendances mondiales de l'emploi 2011 : Le défi d'une reprise de l'emploi, Genève, BIT.
http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_150440/lang--en/index.htm

UNIFEM 2005 Progress of the World's Women 2005: Women work and poverty (UNIFEM New York 2005)
http://www.unifem.org/materials/item_detail3af1.html

Outils

Chen, M., Vanek, J. Carr, M., 2004, Mainstreaming informal employment and gender in poverty reduction: A handbook for policy makers and other stakeholders (Commonwealth Secretariat, IDRC)
http://www.idrc.ca/en/ev-66028-201-1-DO_TOPIC.html

BIT 2000 Modular Package on Gender Poverty and Employment (BIT Genève)
http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_PUBL_9221108392_EN/lang--en/index.htm

BIT 2009 Guidelines on Gender in Employment Policies (BIT Genève)
http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Instructionmaterials/WCMS_103611/lang--en/index.htm

BIT 2009, Outils du BIT pour le développement de l'entrepreneuriat féminin
http://www.ilo.org/empent/Publications/WCMS_117998/lang--en/index.htm

Nations Unies 2003, Integrating Unpaid Work into National Policies, CESAP, PNUD, New York, Nations Unies
http://www.unescap.org/stat/meet/wipuw/1.unpaid_cover&back.pdf

OMU Femmes , Youtube, Gender Responsive Budgeting Morocco
<http://www.youtube.com/watch?v=oEUEngk8MdE>

WIEGO global research Network (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing) <http://www.wiego.org/>

Pour plus d'information, voir le site Internet du Bureau de l'égalité entre hommes et femmes de l'OIT <http://www.ilo.org/gender/lang-fr/index.htm> et le département des Conditions d'emploi et de travail <http://www.ilo.org/travail/lang--en/index.htm>

Références

- Buvinic M. et al. 2008 (éds): *Equality for women: Where do we stand on Millennium Development Goal 3?* (Washington, DC, Banque mondiale).
- Chant, S., Pedwell, C. 2008. *Femmes, égalité entre hommes et femmes et économie informelle. Évaluation des recherches menées par l'OIT et propositions concernant la marche à suivre.* (BIT Genève)
- Chen, M. December 2008. « Addressing Informality, Reducing Poverty » dans *Jobs, Jobs, Jobs*, Poverty in Focus, N° 16, (International Poverty Centre, Brasília)
- Commonwealth Secretariat, 2005, *Gender-responsive Budgeting in the Commonwealth: Progress and Challenges.*
- Cornish, M., 2008. *Securing Pay Equity for Women's Work - Everyone Benefits: the International Experience*, document destiné au séminaire international de l'OIT « Une rémunération égale pour un travail de valeur égale », 25 août 2008, Santiago, (BIT Santiago),
- Daly, M., 2008, *The equal sharing of responsibilities between women and men, including care-giving in the context of HIV/AIDS*, DAW (UNDESA, New York)
- Destremau, Blandine, 2007, « Gender and Rights in the Informal Economies of Arab States », présentation préparé pour l'atelier sur l'économie à Tunis, avril 2007, organisé par le Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, BIT.
- Destremau, Blandine avec Abi Ya ghi, Marie-Noëlle, 2007 (version préliminaire), Document de discussion régional, Région arabe, BIT, Genève.
- Elson, D., 1999, *Gender-neutral, gender-blind, or gender-sensitive budgets? Changing the conceptual framework to include women's empowerment and the economy of care*, Gender Budget Initiative – Background Papers (Secrétariat du Commonwealth, Londres).
- Hofbauer Balmori, 2003 *Gender and budgets: Overview report* (Brighton, University of Sussex, BRIDGE development-gender,
- Horn, Zoe Elena 2010 « The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and the Inclusive Cities partners », *Gender & Development*, 18: 2, 263 — 276
- BIT 2002 *Women and Men in the informal economy: A statistical picture* (BIT, Genève)
- BIT 2007 *ABC des droits des travailleuses et de l'égalité entre hommes et femmes.* (BIT, Genève)
- BIT 2007 *Indicateurs clés du marché du travail*, 5^e édition (Genève, 2007)
- BIT 2007 *The Informal Economy: Enabling Transition to Formality, background paper for the Tripartite Interregional symposium on the Informal Economy*, Genève 27-29 novembre 2007 (BIT Genève)
- BIT, 2007. *Overview of Gender-responsive Budget Initiatives* (BIT Genève)
- BIT 2008 *Social Care Needs and Service Provisions in Arab States: Bringing Care Work into Focus in Lebanon*, Policy Brief 1, and (BIT Beyrouth).
- BIT 2009 *Rapport VI Égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent*, Genève BIT Rapport soumis à la Conférence internationale du Travail, 98^e session. (Genève BIT).
- BIT 2009 *Guidelines on Gender in Employment Policies* (BIT Genève)
- BIT 2011 *Tendances mondiales de l'emploi 2011 : Le défi d'une reprise de l'emploi*, (BIT, Genève)
- Klasen, S. (sans date) *Pro Poor growth and gender: What can we learn from the literature and the OPPG Case Studies?* Discussion paper to the OPPG Working Group of AFD, DFID, BMZ and the World Bank
- Razavi, S., 2007, *The Political and Social Economy of Care in a Development Context: Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options*, Programme genre et développement, document N° 3 (UNRISD Genève)
- UNIFEM 2005, *Le progrès des femmes à travers le monde 2005 : les femmes, le travail et la pauvreté* (UNIFEM New York)
- Nations Unies, *Integrating Unpaid Work into National Policies*, CESAP, PNUD, New York, Nations Unies, 2003

Table des matières:

Remerciements / Avant-propos / Préface / Comment utiliser ce guide / Acronymes

PARTIE I: Les concepts

1. Travail décent et économie informelle

1.1 Questions conceptuelles clés

2. Mesure de l'économie informelle

2.1 Relever les défis statistiques

PARTIE II: Politiques d'appui aux transitions vers la formalité

3. Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité

3.1 Modèles de croissance économique et économie informelle

4. Le cadre réglementaire et l'économie informelle

(A) Normes internationales du travail

4.a1 Cadre réglementaire et l'économie informelle: définir un socle social pour tous les travailleurs

4.a2 Normes internationales du travail: pour que la loi s'étende aux travailleurs non protégés

4.a3 Comprendre la relation de travail et son impact sur l'informalité

(B) Groupes spécifiques

4.b1 Travailleurs domestiques: stratégies pour surmonter les lacunes de la réglementation

4.b2 Travailleurs à domicile: réduire les vulnérabilités par l'extension et l'application de la loi

4.b3 Vendeurs ambulants: innovations en matière réglementaire

4.b4 Micro et petites entreprises (MPE), informalité et droit du travail: réduire les lacunes en matière de protection

4.b5 Stratégies pour transformer le travail non déclaré en travail réglementé

(C) Administration du travail

4.c1 Administration du travail: surmonter les défis pour atteindre l'économie informelle

4.c2 Inspection du travail et économie informelle: des innovations à portée de main

5. Organisation, représentation et dialogue

5.1 Dialogue social: promouvoir la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques en matière d'économie informelle

5.2 Le rôle des organisations d'employeurs et des associations de petites entreprises

5.3 Syndicats: atteindre les populations marginalisées et exclues

5.4 Coopératives: un tremplin pour sortir de l'informalité

6. Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination

6.1 **Promouvoir l'autonomisation des femmes: sortir de l'informalité par la voie sexospécifique**

6.2 Travailleurs migrants: cadres politiques pour une migration régulée et formelle

6.3 Handicap: des approches inclusives pour un travail productif

7. Entrepreneurat, renforcement des capacités et finance

7.1 Entreprises informelles: soutiens à la politique d'encouragement à la formalisation et à la mise à niveau

7.2 Amélioration des compétences et employabilité: faciliter l'accès à l'économie formelle

7.3 Microfinance: stratégies ciblées pour sortir de l'informalité

8. Extension de la protection sociale

8.1 Etendre la couverture de sécurité sociale à l'économie informelle

8.2 VIH/Sida: mettre fin à la discrimination et à l'exclusion économique

8.3 Etendre la protection de la maternité à l'économie informelle

8.4 La garde des enfants: un soutien essentiel à l'amélioration des revenus

9. Stratégies de développement local

9.1 Développement local: Mécanismes de soutien intégré pour sortir de l'informalité